

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

Autorité Environnementale

Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas, sur le projet dénommé
« Surfaçage piste de ski Edelweiss »
sur la commune de Tignes
(département de la Savoie)**

**Décision n° 2017-ARA-DP-00441
G 2017-003603**

Décision du 9 mai 2017
après examen au cas par cas

en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 2017-189 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, du 05/04/2017, portant délégation de signature au titre des attributions générales à Madame Françoise Noars, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2017-04-24-52 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, du 24/04/2017, portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas reçu et considéré complet le 04 avril 2017, enregistré sous le numéro 2017-ARA-DP-00441 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de la santé en date du 19 avril 2017 ;

Vu les éléments fournis par la direction départementale des territoires de la Savoie en date du 24 avril 2017 ;

Considérant la nature du projet,

- qui consiste en la réalisation d'un surfaçage, par reprise du niveau en déblai/remblai et par le biais de terrassements d'1 m de profondeur environ, afin de lisser la topographie de trois sections d'une piste de ski bleue existante, dans l'objectif notamment d'améliorer la sécurité des utilisateurs ;
- qui nécessite des terrassements sur une surface cumulée d'environ 1,3 ha, avec des mouvements de matériaux, en équilibre déblais/remblais, de 12 600 m³ ;
- qui n'est pas annoncé comme nécessitant des défrichements ;
- qui relève de la rubrique 43b du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement (nouvelle nomenclature) relative aux pistes de ski ;

Considérant la localisation du projet,

- sur des pistes existantes, au sein du domaine skiable « Espace Killy », sur la commune de Tignes ;
- en dehors de tout périmètre d'inventaire environnemental ou de protection environnementale réglementaire ;
- en dehors des périmètres de protection des ressources utilisées pour l'alimentation des populations en eau potable ;

Considérant que les travaux sont annoncés comme devant avoir lieu à l'automne, afin d'éviter la période la plus sensible pour les espèces faunistiques potentiellement présentes ;

Considérant que le projet n'entraînera pas d'augmentation du flux de skieurs et donc des effets environnementaux liés à la fréquentation ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, des réglementations s'appliquant au projet et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact ;

DÉCIDE :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies à ce jour par le pétitionnaire, **le projet dénommé « Surfaçage piste de ski Edelweiss », sur la commune de Tignes, dans le département de la Savoie, objet du formulaire n°2017-ARA-DP-00441, n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs, notamment en ce qui concerne les déclarations et autorisations en application du droit des sols, et le cas échéant, une dérogation au titre des espèces protégées visée à l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seraient prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Pour le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,
par délégation,

Pour la Directrice et par Délégation,
Pôle Autorité Environnementale



Yves MEINIER

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON cedex 03